

MANIFESTANTS EN TURQUIE

Des « vandales » pleins d'humour : mais jusqu'à quand ?

Jean-Marc Balhan(*)

Juin 2013

Table des matières

1. La tradition autoritaire en Turquie : éducation de la société et conservatisme social	2
2. Choc culturel et contrôle de l'espace public	4
3. Un parti et un premier ministre qui ont trop bien réussi.....	8

* Les *Cismoc Papers on-line* sont des textes relatifs à la réalité de l'islam dans le monde contemporain. Dans les *Papers on-line*, les auteurs y expriment librement leurs points de vue à partir de leurs spécialisations et leurs expertises scientifiques (<http://www.uclouvain.be/406350.html>).

* Jean-Marc Balhan, jésuite, collaborateur scientifique à l'Université de Namur et membre du Centre Interdisciplinaire d'Études de l'Islam dans le Monde Contemporain (CISMOC, Université Catholique de Louvain) vit depuis 2001 à Ankara, en Turquie. Il a particulièrement étudié la genèse du créationnisme en Turquie et la diffusion des thèses américaines dans ce contexte. Parmi d'autres publications : « Les théories créationnistes dans le christianisme américain et en Turquie » in B. Maréchal et F. Dassetto (ed), *Adam et l'évolution. Islam et christianisme confrontés aux sciences*, Louvain-la-Neuve, Académia Bruylants, 2009 :199-222. Il est également responsable de la communauté catholique dans la capitale turque et travaille dans le dialogue interreligieux.

Pour citer ce texte : J.-M. Balhan, « Manifestants en Turquie. Des vandales pleins d'humour : mais jusqu'à quand ? », in *Cismoc papers on-line*, Ankara, 17 juin 2013, 6p.

Depuis début juin, la Turquie est secouée par des manifestations. Le mouvement, ayant commencé fin mai à Istanbul pour préserver le parc Gezi situé en centre-ville près de la très symbolique place Taksim, lieu de toutes les manifestations de grande envergure dans la capitale économique et culturelle du pays, s'est étendu à de nombreuses villes après une répression policière particulièrement féroce. Ceux qui manifestent sont en général jeunes, même si toutes les classes d'âges sont représentées, et appartiennent plutôt aux classes moyennes et éduquées de la société. S'agit-il d'une révolution, d'un « printemps turc » ou d'un « mai '68 *alla turca* » ?

Contrairement à ce que certains media affirment parfois à l'étranger, il ne s'agit pas maintenant d'une lutte entre supposés « islamistes » et « laïques », mais d'abord et avant tout entre deux visions de la vie sociale et politique : la vision autoritariste du pouvoir en place, plus spécialement celle du premier ministre, qui cherche à dicter sa volonté dans des domaines très différents, et la vision pluraliste de citoyens qui cherchent à faire entendre leurs voix.

1. La tradition autoritaire en Turquie : éducation de la société et conservatisme social

En dehors de la personnalité du premier ministre, l'autoritarisme en Turquie a deux origines principales. La première remonte au début de la République dont les dirigeants se sont toujours pensés comme les « éducateurs du peuple », réformant la société par le haut. Le pouvoir actuel, personnalisé par le premier ministre Erdoğan, ne fait que continuer dans cette dynamique mais avec une autre idéologie : le laïcisme élitiste a été remplacé par un conservatisme populiste. Dans ce cadre, donnant l'impression de savoir ce qui est le meilleur pour les gens, il intervient à temps et à contre temps en « *pater familias* » dans tous les domaines de la vie : il leur dit combien ils doivent avoir d'enfants (trois minimum en cette crise démographique que commence à vivre la Turquie), ce qu'ils doivent manger (du pain complet) et boire (la boisson nationale, à savoir selon lui l'*ayran*, une boisson à base de yaourt, plutôt que le *rakı* - c'est-à-dire en général l'alcool, une loi venant de passer qui en restreint la vente et la consommation publique « pour raison de santé publique »), comment les séries télévisées doivent parler de l'histoire turque (nos ancêtres ottomans ne passaient pas leur temps dans des harems mais sur leur cheval, à la guerre), les critères esthétiques d'un monument public (par exemple la supposée « laideur » d'une statue célébrant la réconciliation entre Turcs et Arméniens, qui a été enlevée suite à sa déclaration), etc.

La deuxième origine de cet autoritarisme est un conservatisme social touchant la plupart des couches sociales et culturelles... mais peut-être moins générationnelles. Ce conservatisme social a trois caractéristiques majeures : (1) autoritarisme (car on aime les hommes « forts » en Turquie, et le premier ministre en est un) ; (2) amour de l'ordre et hiérarchisation dans la vie sociale (dans la famille, à l'école, à l'armée) ; et en l'absence de hiérarchie claire, c'est la loi du plus fort qui prend le relais (celle-ci est particulièrement évidente dans la difficulté à

« négociateur » dans les relations sociales). Cette loi est d'ailleurs appliquée par le premier ministre pour qui « démocratie » signifie « démocratie majoritaire » plutôt que « démocratie pluraliste », à savoir la conviction que puisqu'il a été élu avec près de cinquante pour cent des voix, ce qu'il veut et ce que le peuple veut ne font qu'un. Il s'identifie à la nation, qu'il s'agit de garder « unie » derrière lui. Ici, les « jeunes » répondent: « Il y a cinquante autres pour cent qui ont droit eux aussi à la parole ». (3) La troisième caractéristique de ce conservatisme social est l'éthique de l'honneur. Le premier ministre ne recule devant rien pour protéger le sien et réagit au quart de tour à tout ce qui remet son statut ou son autorité en question, se servant de sa verve légendaire et de l'étendue de son pouvoir qui connaît peu de limites. Ici, il est intéressant de remarquer la manière dont les manifestants ont répondu aux quasi injures qu'il leur adresse : par l'humour. Ils se situent en effet bien loin de ce conservatisme qu'ils tournent en ridicule. Le premier ministre les a traités de « *çapulcu* », c'est à dire de « vandales », qu'à cela ne tienne! Ils se sont revendiqués de cette insulte, ont anglicisé le terme et en ont fait des chansons (voir par exemple sur le site Internet *YouTube* : « *Everyday, I am çapulung !* »). La police vient sur la place Taksim avec des gaz lacrymogènes? Le lendemain, ils dressent de belles grandes affiches: « *Bize gazı verdiniz* » ("vous nous avez gazés") en jouant sur les mots Gezi (le nom du parc où ils manifestent, qui signifie promenade) et *gazı* (gaz).

2. Choc culturel et contrôle de l'espace public

Nous assistons ici à un dialogue de sourds. Car le premier ministre ne comprend pas, ou ne veut pas comprendre, ces « jeunes » qui n'ont aucun respect pour l'autorité et qui s'en moquent, considérant qu'ils ont « droit » à la parole, tandis que les autorités en place ne sont prêtes éventuellement qu'à le leur concéder... Comme autre exemple d'incompréhension, le premier ministre demande aux parents de ces « jeunes » de les ramener à la maison, comme si à leur âge et avec leurs responsabilités, ils obéissaient encore à leurs géniteurs. Il ne comprend ni leur langage, ni leur culture, qui ne sont peut-être pas (encore?) ceux des enfants de ses admirateurs dans les strates conservatrices de la société. Peut-être y a-t-il un peu de mai '68 dans l'air...

Ce que ces jeunes revendiquent, c'est d'abord le droit à la parole et un espace pour ce faire. Comme le dit la sociologue turque Nilüfer Göle, la place Taksim et le parc Gezi sont comme une incarnation « physique » de cet espace public. Tandis que pour le premier ministre, une place est d'abord un lieu de chaos potentiel, qu'il s'agit de « discipliner ». Et pour discipliner le parc, qu'y a-t-il de mieux qu'un centre commercial de plus (ils surabondent à Istanbul), à savoir la domestication par le capitalisme. On assiste ici peut-être aussi à une confrontation entre deux concepts de la « modernisation » dans cette Turquie en croissance: la « dubaïsation » ou la réhabilitation de l'espace urbain, au sein d'une politique de grands travaux pour soutenir l'économie. Ces jeunes veulent défendre également leur mode de vie et de socialisation dans cet espace (entre autre le retour des terrasses de café dont beaucoup ont été supprimées il y a trois ans à Istanbul et la consommation d'alcool).

Une caractéristique importante de ce mouvement est également le fait que ceux qui le composent sont très différents les uns des autres du point de vue idéologique (même s'il s'agit surtout des classes éduquées et aisées): des groupuscules divers d'écologistes, de « musulmans anticapitalistes », d'extrême gauche et d'activistes kurdes fréquentent une majorité de personnes qui ne se revendiquent d'aucune idéologie, qui sont juste fatigués de l'autoritarisme ambiant, et dont l'affaire du « Parc Gezi » n'est que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Et ils s'entendent à merveille, semble-t-il. On peut voir ainsi des nationalistes aider des défenseurs du mouvement kurde, des gauchistes aider des jeunes filles voilées et des supporters de clubs de football rivaux manifester main dans la main. Assisterait-on ici au début d'un processus inclusiviste dans cette société divisée en strates qui ne se parlent pas les unes aux autres ? S'ils protestent contre le gouvernement AKP et plus spécialement contre le premier ministre, il faut également remarquer qu'ils ne se mettent pas sous les ailes du principal parti d'opposition, le CHP kémaliste, qui n'avait rien vu venir et qui, traversé par des divisions internes, est en dehors du débat (même s'il a parfois cherché à récupérer le mouvement), ce qui fait partie du problème. Car si l'AKP représente près de cinquante pour cent des voix, comment les autres peuvent-ils faire entendre leurs voix ? En dehors de la vie politique classique, il ne reste que l'espace public.

Dans ce contexte, comment se comportent les médias ? Les événements ont révélé combien l'autocensure jouait en plein et comment le premier ministre avait réussi à les domestiquer, ce qu'il n'a pas (encore ?) pu faire avec les réseaux sociaux. C'est ainsi qu'au début des manifestations, au cœur de l'action, plusieurs grandes chaînes diffusaient des fictions ou des documentaires. L'exemple qui a le plus frappé les gens est le fait qu'au moment même où *CNN International* diffusait en direct les manifestations au début de la crise et la répression policière, *CNN Türk* présentait un documentaire sur les pingouins... Ceux-ci sont d'ailleurs devenus un des emblèmes des manifestants (l'humour, toujours...). La société turque et les médias étant extrêmement polarisés, les journaux ont des titres et des informations quasiment contradictoires, ceux proches du gouvernement disant que les manifestants sont manipulés par l'étranger, qu'ils agressent des jeunes filles voilées, qu'ils rentrent chaussés et avec de l'alcool dans les mosquées ou qu'ils s'attaquent avec violence aux forces de police (des groupes marginaux d'extrême gauche ont en effet parfois profité du mouvement, évoquant peut-être aux yeux du pouvoir l'instabilité des années 1970), les médias libéraux ou proches de l'opposition se faisant les défenseurs des manifestants et de leur revendications, exposant au contraire les méthodes parfois violentes des forces de police.

En fait, lorsque l'on s'y promène durant les deux premières semaines de juin (en tout cas avant son évacuation forcée du 15 juin), le parc Gezi ressemble à un « festival pop » assez folklorique où la vie quotidienne est remarquablement organisée (collecte des ordures, soins de santé, etc.). En dehors des parcs et des places des grandes villes de Turquie, dans certains quartiers, ceux qui souhaitent exprimer leurs opinions sans être « gazés » klaxonnent ou frappent sur des casseroles, comme au temps des coups militaires, lorsque manifester était

dangereux. Le premier ministre leur a alors répondu: « *Tencere tava, aynı hava* », c'est à dire « casserole et poêle, c'est la même rengaine », qui a également été rapidement transformée en une chanson pleine d'humour qu'il est indispensable d'écouter pour comprendre l'État d'esprit de la majorité des manifestants (voir le clip « *Tencere tava havası* », interprété par les *Kardeş Türküler*, avec sous titres en anglais, sur le site Internet *YouTube*).

3. Un parti et un premier ministre qui ont trop bien réussi...

Ceci dit, il est essentiel de rappeler que le gouvernement AKP sous la houlette de Recep Tayyip Erdoğan a été l'auteur de transformations remarquables dans le pays depuis 2002 : c'est bien d'ailleurs pour cela qu'il a été élu par trois fois, à chaque fois avec un nombre croissant de voix, atteignant presque les cinquante pour cent lors des dernières élections de 2011. Ici on peut citer entre autres l'économie (croissance moyenne de cinq pour cent), l'entrée en négociation avec l'Union Européenne, une politique étrangère ambitieuse, le développement des infrastructures, des réformes politiques ou des initiatives en faveur de plusieurs groupes minoritaires, à commencer par les Kurdes. Malheureusement, il semble qu'il ait trop bien réussi, ne laissant plus place à la critique et ayant éliminé la quasi-totalité des instances de contrôle. Au sein du parti, tous ne semblent pas partager l'approche autoritariste du premier ministre, mais peu sinon personne n'ose lui tenir tête, et la plupart des hommes forts semblent à la mi-juin se rassembler derrière lui comme un seul homme. Et lorsqu'il lui arrive d'être politiquement en difficulté, il polarise la société pour rassembler les troupes autour de lui à n'importe quel prix. C'est bien ce qu'il cherche à faire dans ses discours à la mi-juin, rassemblant des milliers de personnes à Ankara et à Istanbul, lors de « Meetings pour le respect de la volonté nationale » disant clairement devant des foules buvant ses paroles qu'il ne saurait tendre la main à ceux qui lui donnent un coup de poing. L'art de la négociation n'est pas la qualité la plus partagée dans ce pays, et certainement pas par son premier ministre. Le danger est ici la radicalisation de la population.

Pour comprendre ces réactions, il faut cependant se souvenir que si le parti a si bien réussi, cette réussite est encore assez récente (2002). Le dernier coup d'État, même s'il fut relativement « soft » comparé aux précédents (mobilisant les institutions de l'État, les milieux d'affaire et les media, avec une présence publique très discrète de l'armée), a eu lieu en 1997, renversant le gouvernement d'Erbakan et instaurant une série de réformes « anti-islamistes ». Durant ses débuts, l'AKP a eu à faire face lui aussi à des intimidations sérieuses de la part de l'armée, spécialement en 2007 à la veille de l'élection d'Abdullah Gül comme président (« *e-memorandum* » de l'Etat-major sur son site Internet), et le parti a failli être dissous par la cour constitutionnelle, pour cause d'« activités anti laïques » en 2008. On peut donc comprendre que l'AKP et son premier ministre, après avoir mis au pas les institutions, s'appuient sur « le pouvoir de la rue », qui le lui rend bien, et tend à voir toute opposition à son gouvernement « démocratiquement élu » comme illégitime, car évoquant les intimidations et les coups d'État précédents, spécialement celui de 1997. Et ses

supporters surfent sur ce thème lorsqu'ils brandissent des pancartes disant : « Vous avez pendu Menderes, vous avez empoisonné Özal, nous ne vous laisserons pas manger Erdoğan* ». Mais pour les jeunes manifestants, tout cela, c'est du passé : ils n'ont pas la mémoire vivante des coups d'État et tout ce qu'ils veulent, c'est une démocratie moderne et pluraliste. Erdoğan et l'AKP ont changé la Turquie mais n'ont pas changé avec elle...

Les médias se focalisent sur les opposants, mais le premier ministre a aussi de nombreux partisans: il suffit de parler aux chauffeurs de taxi pour le comprendre (les manifestants seraient « des activistes, des terroristes » qui veulent « diviser le pays » « avec le soutien de forces étrangères »). La Turquie est un pays extrêmement polarisé, composé de strates qui ne se parlent pas les unes aux autres, mais seulement les unes sur les autres. Le premier ministre Erdoğan a réellement favorisé un processus de démocratisation du pays en établissant une primauté du politique sur l'armée et en permettant à une partie de la société qui était et se sentait méprisée, et qui n'avait pas droit à la parole, de pouvoir émerger sur les plans politique, économique et culturel. Mais il s'est arrêté trop tôt car ce mouvement n'a malheureusement été qu'un retour de balancier. Ce dont la Turquie a besoin maintenant c'est d'hommes à l'écoute de tous ses citoyens, de rassembleurs qui aideront cette société divisée à soigner ses blessures et la Turquie à devenir une démocratie mûre et pluraliste, ouverte à sa diversité, la chérissant même, non seulement en parole mais aussi en acte. C'est ainsi que la Turquie pourra devenir le « pays modèle » qu'elle rêve d'être, pour ses voisins et pour le monde entier. Recep Tayyip Erdoğan a su se montrer un homme pragmatique dans le passé : saura-t-il relever le défi ? Ses derniers discours et les interventions policières musclées de la mi-juin ne le laissent guère présager. Osons espérer en tout cas que l'humour l'emportera sur la violence.

* Adnan Menderes, premier dirigeant démocratiquement élu en Turquie, a été pendu après le coup d'Etat de 1960. Turgut Özal, premier ministre puis président de Turquie, se présentant comme l'héritier de Menderes et dont Erdoğan se revendique, est mort en 1993 officiellement d'une crise cardiaque ; cependant, selon les milieux conservateurs, il aurait été empoisonné.